

Nouveau traité européen : organiser le front du refus

vendredi 19 octobre 2007, par [AGUIRRE Léonce](#) (Date de rédaction antérieure : 18 octobre 2007).

Mardi 16 octobre, s'est tenue une conférence de presse à laquelle ont participé la quasi-totalité des forces partie prenante de la campagne du « non » de gauche au traité constitutionnel. Une campagne unitaire pour dénoncer le « nouveau » traité et exiger la tenue d'un référendum est lancée.

Le Conseil européen, qui se tient à Lisbonne les 18 et 19 octobre, devrait adopter « en première lecture » le nouveau traité européen, dont le contenu reprend l'essentiel du précédent, rejeté par référendum en France et aux Pays-Bas. Le nouveau traité devrait être définitivement ratifié lors du Conseil européen du mois de décembre. Ensuite, chacun des gouvernements le fera adopter dans son propre pays, la plupart, échaudés par les référendums négatifs en France et aux Pays-Bas, ayant décidé de le faire par voie parlementaire.

Contrairement à ce que dit Sarkozy, ce nouveau traité n'est ni un « mini-traité », ni un traité « simplifié ». Il reprend, comme l'indique le nouvel appel des forces du « non » de gauche, l'essentiel du traité constitutionnel massivement rejeté le 29 mai 2005. La libre concurrence reste « *la pierre angulaire de la construction européenne à laquelle tout est subordonné* ». Ainsi, notamment, « *les services publics restent soumis aux règles de la concurrence* », la référence aux « *héritages religieux est maintenue, le pouvoir de la BCE [Banque centrale européenne, NDLR] est préservé, l'inscription de la défense européenne dans la politique de l'Otan, c'est-à-dire sa soumission aux États-Unis, et la militarisation de l'Europe sont confortées* ».

À l'arnaque présentant ce nouveau traité comme étant différent du précédent, s'ajoute une deuxième arnaque, qui consiste à le faire adopter par voie parlementaire. Il s'agit d'un véritable déni démocratique. Rappelons que si le précédent traité avait été ratifié par voie parlementaire, il l'aurait été à 90 % ! À cela s'ajoute la volonté de Sarkozy et des différents gouvernements européens de faire adopter ce traité à marche forcée, de manière à éviter que les prochaines élections au Parlement européen, en 2009, portent justement sur son contenu.

Du côté du PS, alors que Ségolène Royal avait « promis », dans sa campagne électorale, que tout nouveau traité serait soumis à référendum, Hollande reste silencieux, estimant qu'il est trop tôt pour que le PS prenne une position, alors que Jean-Marc Ayrault, le président du groupe parlementaire socialiste, estime qu'il faut soutenir sans réserve la démarche de Sarkozy.

C'est dans ce contexte que les différentes organisations, dont notamment AC !, AlterÉkolo, Attac, la Coordination des collectifs antilibéraux, la Confédération paysanne, Copernic, Démocratie et socialisme, Forces militantes, la LCR, les Alternatifs, les Marches européennes, Mars-Gauche républicaine, le PCF, PRS, l'Union syndicale Solidaires ont décidé de mener ensemble une campagne d'explication sur le contenu ultralibéral du nouveau traité, dont la politique de régression menée par le gouvernement Sarkozy-Fillon est une illustration, et pour exiger qu'il soit soumis à référendum, en

organisant notamment plusieurs meetings dans différentes villes du pays.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2223 du 18 octobre 2007.